

comme jamais »

« Qui peut croire aux sornettes de Sarkozy ? »

Vous avez beaucoup accusé Nicolas Sarkozy de se « droïtiser ». En se positionnant comme le candidat du peuple, n'est-il pas en train de se « gauchiser » ?

Nicolas Sarkozy est surtout en train de le manipuler. Le même qui disait à Marseille dimanche qu'il ne voulait pas être le candidat des élites, organisait pendant ce temps le transfert d'un ancien ministre à la présidence de Veolia Environnement avec pour partenaire M. Progllo, convive notoire du Fouquet's. Par ailleurs, on apprend que le sauvetage de Photowatt aurait eu pour contrepartie l'arrivée de M. Borloo à Veolia. Les petits arrangements continuent.

Quand Nicolas Sarkozy concède sur France 2 qu'il ne referait pas la soirée du Fouquet's, vous ne le croyez pas ? Non, parce que nous sommes à moins de

60 jours de l'élection. S'il avait eu à formuler des regrets sincères, il l'aurait fait beaucoup plus tôt. Il y a forcément un soupçon d'insincérité à la fois dans la façon dont il l'a dit et dans le moment. C'est trop tard.

Comment jugez-vous sa proposition de relever les petits salaires ?

C'est une proposition très libérale qui consiste en un tour de passe-passe où on prend de l'argent à des pauvres pour le donner à d'autres pauvres. On ne prend pas un euro supplémentaire aux plus privilégiés. Nous assistons à un festival de promesses chez Nicolas Sarkozy. Qui peut croire des sornettes pareilles ?

Demander aux bénéficiaires du RSA de travailler sept heures par mois au Smic comme l'envisage Nicolas Sarkozy, n'est-ce pas favoriser le retour à l'emploi ?

Nous sommes contre l'assistanat, y compris contre l'assistanat des

riches. Je vois beaucoup de personnes qui sont au RSA et aimeraient bien travailler beaucoup plus de sept heures par mois au Smic. Cette proposition est liée au référendum que veut faire M. Sarkozy contre les chômeurs. Dans son idée, il y a toujours quelque part cette notion que les chômeurs sont responsables de la crise actuelle. Les vrais responsables de la crise, ce ne sont pas eux, mais le monde de la finance. Il faut du courage pour s'y attaquer. Plus que pour s'attaquer aux chômeurs ou aux immigrés... Il faut lancer la réforme de la finance, la réforme bancaire, interdire les stock-options, tout ce que Nicolas Sarkozy n'a jamais voulu faire.

Le recours au référendum évoqué par Nicolas Sarkozy, ce n'est pas une bonne idée ? Toutes les idées peuvent être discutées, mais Nicolas Sarkozy n'a fait aucun référendum en

cinq ans. Il aurait pu en faire un sur le Traité de Lisbonne ou sur l'augmentation de la TVA, il ne l'a pas fait. La méthode est discutable, le fond des sujets l'est encore davantage. L'introduction d'une dose de proportionnelle, c'est plutôt une bonne chose...

Oui, elle figure dans notre programme. Le problème, c'est que la phrase prononcée par Nicolas Sarkozy était déjà dans un discours tenu en 2007. Là encore, nous sommes dans une sorte de manipulation.

François Hollande pourrait-il avoir recours au référendum ?

S'il est question par exemple de nouveaux transferts de souveraineté, cela devrait faire l'objet d'un référendum. S'il est question de changements constitutionnels qui bouleversent l'équilibre des institutions, le peuple doit être consulté directement.



« Sécurité : il y a une fermeté de gauche »

L'angélisme du PS en matière de sécurité c'est terminé ?

Oui. Entre 1997 et 2002 la gauche a donné l'impression de n'être pas suffisamment attentive à la montée de l'insécurité. Nous avons essayé de tirer les leçons de cet échec, du 21-Avril, en travaillant avec les élus socialistes des grandes villes qui mettent en place dans leur commune une politique de sécurité pragmatique. Pour montrer qu'il y a une fermeté de gauche.

Pourquoi alors vous être opposés ces dernières années à un certain nombre de lois renforçant la sécurité ?

Quelle est leur efficacité ? Les violences contre les personnes ont augmenté de 21,2 % depuis que Nicolas Sarkozy s'occupe de sécurité. La droite a échoué. Elle a fait beaucoup de politique spectacle, privilégiant le chiffre au détriment des enquêtes approfondies. Elle a mené aussi une politique de sécurité inégalitaire : les secteurs où la criminalité est la plus forte ont été les moins bien dotés. Sur un certain nombre de territoires l'État ne maîtrise plus la situation.

Votre réponse, c'est la création d'une centaine de zones de sécurité prioritaires ?

Nous revenons au concept de police de proximité et nous tirons les leçons de ce qui n'avait pas marché en concentrant nos forces là où la situation est la plus dure.

Vous annoncez la création de 60 000 postes dans l'Éducation nationale. Ne valait-il pas mieux faire du qualitatif avec des enseignants mieux payés et qui travailleraient plus ?

Le redressement de la France passe par la refondation de l'école républicaine. Et on ne peut pas enseigner sans enseignants ! Ces créations de postes seront liées à des réformes : revenir sur la semaine de 4 jours, scolariser les enfants de moins de 3 ans, avoir plus d'adultes que de classes dans les quartiers difficiles... Il doit aussi y avoir une évolution du métier d'enseignant qui passera par une concertation. Les enseignants y sont très favorables. Mais leur première demande n'est pas l'argent c'est d'être considérés. Et on sait bien que leur travail ne se limite pas à leurs heures d'enseignement.

C'est dit

Nuance
« Nous ne briguons pas des sondages, mais des suffrages. »

Prudence
« Il faut se méfier de l'instabilité des impressions. »

Récidive
« A Rungis, Nicolas Sarkozy est revenu sur le lieu du crime. »

Préméditation
« La candidature de François Hollande vient de loin. »

Déjà-vu
« Quand Sarkozy parle de la valeur travail, on a envie de pleurer ou de pouffer de rire. »

« Bloquer temporairement le prix de l'essence »

Vous n'annoncez pas de hausse du Smic contrairement à Mélenchon qui avance 1 700 €. Pourquoi ?

Il n'est pas crédible de donner un chiffre alors que de nombreuses PME ne pourraient pas supporter une augmentation des salaires. D'autant que les gens qui sont un tout petit peu au-dessus du Smic se disent qu'ils vont être rattrapés. Le problème des bas salaires doit être abordé dans une négociation avec les partenaires sociaux en mettant dans la balance les

exonérations de cotisations sociales qui existent aujourd'hui avec des contreparties notamment le « contrat de génération » qui permet d'embaucher un jeune et de garder un senior ou l'égalité salariale femmes-hommes.

Et pour le pouvoir d'achat, que ferez-vous ? Nous avons d'autres propositions pour améliorer le pouvoir d'achat et lutter contre la vie chère : augmentation de 25 % de l'allocation de rentrée scolaire, encadrement des loyers, blocage du prix de

l'essence...
C'est le retour au blocage des prix des années 70 ?

Les compagnies pétrolières surprofitent des variations du prix du baril. François Hollande veut rétablir une sorte de TIPP(1) flottante et pour cela il propose une première mesure d'urgence qui consiste à bloquer temporairement les prix avant de discuter avec les compagnies de la façon dont elles répercutent la baisse des prix aux consommateurs.

1. Taxe indécise sur les produits pétroliers qui permettrait d'amortir les hausses des prix du carburant.



Elle a répondu à leurs questions



L'entretien a été réalisé, de gauche à droite par : Olivier Bissacq, directeur des relations ; Denis Camassa, rédacteur en chef ; André Fourme, secrétaire général de la rédaction ; Et enfin, à droite, le directeur départemental.

Ferveur, foule et soleil au meeting de Nice

Des ballons siglés « Génération changement » flottant au soleil. Des drapeaux, une foule de 2 000 personnes scandant « François, président ». Le candidat socialiste a eu droit, hier à Nice, à un accueil enthousiaste des militants et sympathisants. Dans les premiers rangs du Théâtre de Verdure, des jeunes, des élus, des pointures nationales comme André Vallini, Arnaud Montebourg, Jean-Pierre Bel, président du Sénat. Et aussi Valérie

Trierweiler, sa compagne, discrète et attentive. Dans ce chaudron, François Hollande s'est d'abord attaché à dresser un réquisitoire de l'action de Nicolas Sarkozy. « Ce quinquennat est marqué par l'échec. Le président sortant veut occulter son bilan. A l'entendre, tout serait de notre faute, celle de Mitterrand, des 35 heures, de la retraite à 60 ans, et même de Léon Blum et des congés payés. Ce serait trop simple... ». Le ton est donné. A une ou deux reprises, des personnes du public vont tenter de l'interrompre par des cris. Il en faudrait plus pour troubler ce digne héritier d'une certaine « force tranquille ». Il poursuit, remonté à bloc, évite de prononcer le nom de son principal adversaire, le « candidat sortant ». Rien chez ce dernier ne trouve grâce à ses yeux : lutte contre le chômage, croissance, pouvoir d'achat, injustices... On dit François Hollande « lisse », on le découvre plutôt punchy.

Après le temps des critiques, il déroule les valeurs traditionnelles de la gauche : au « capitalisme débridé » il oppose « la démocratie qui est plus forte que les marchés ». (Applaudissements). Il dénonce « les revenus indécents ». Il s'adresse aux hospitaliers, aux enseignants, aux ouvriers, aux jeunes, aux chômeurs, « aux retraités qui n'arrivent plus à faire la jonction alors que la solidarité des générations repose sur eux ». Il parle de « l'accès aux soins pour tous », de la République, de la laïcité « un principe intangible », réclame « plus de citoyenneté » et « un Etat impartial ». « J'ai un cap, je le tiendrai jusqu'au bout » prévient-il. « Les Français doivent maintenant faire un choix de conscience et de confiance pour donner au changement toute sa réussite ». Avec les interventions de Patrick Allemand, d'Arnaud Montebourg et de Michel Vauzelle, le meeting a duré deux heures. A sa sortie,



Deux mille personnes sont venues soutenir François Hollande au Théâtre de Verdure hier.

(Photo Patrice Lapoirie)

François Hollande est sailli par ses supporters pour des photos.

Jean-Michel CHEVALIER



Arnaud Montebourg hier après-midi à Nice.

(Photo Patrice Lapoirie)

« Hollande dans le même tempo que Mitterrand »

Rencontre Mitterrandiens historiques, Michel Vauzelle et Jean-Louis Bianco analysent la campagne du favori de la présidentielle et la confrontent à celle de celui que l'on surnommait « Dieu »

La génération Mitterrand, c'était eux. La génération Hollande, c'est encore eux. Michel Vauzelle, ancien garde des Sceaux, aujourd'hui président socialiste de la région PACA, et Jean-Louis Bianco, ancien ministre et ancien secrétaire général de l'Élysée, aujourd'hui président du conseil général des Alpes-de-Haute-Provence, ont croisé leurs souvenirs et leurs regards sur deux François : Mitterrand et Hollande.

À quarante jours du premier tour, en 1981, quel était l'état d'esprit de Mitterrand ?

J.L.B. : Il était concentré et concentré. Ça qui ressemble à l'attitude de François Hollande. Confiant mais sachant qu'en rien n'est joué.

M.V. : Pour un homme politique et un chef d'État la maîtrise du temps est fondamentale. Tant de gens, et peut-être surtout pendant la République, sont prêts à l'agitation du temps.

Les sondages influençaient-ils François Mitterrand ?

J.L.B. : Il était peut-être plus intéressé par ce qui se disait d'une analyse de la société, les comportements des jeunes, des ouvriers. À l'époque, il y avait moins la pression des sondages. M.V. : Même si tout le monde pensait que Gérard Sarrot était la intention de vote albionnaire.

Mitterrand. Deux mois avant l'élection, les choses commencent à se fixer. C'est la période dans laquelle on se trouve aujourd'hui. Mitterrand n'est pas tout à fait un point d'interrogation. Parce que l'histoire n'est pas encore venue.

Trouvez-vous l'actuelle campagne électorale plus dense qu'en 1981 ?

J.L.B. : Le temps médiatique s'est accéléré mais je ne suis pas sûr que les candidats aujourd'hui en fassent infiniment plus que les candidats d'hier.

M.V. : Si on doit faire une comparaison entre Mitterrand et Hollande, elle portera sur la maîtrise du rythme. Je trouve que Hollande arrive à suivre le rythme qui impose les médias et l'enchaînement de la campagne du président candidat. Il répond sur



Pour Jean-Louis Bianco comme pour Michel Vauzelle, « François Hollande habite, depuis des mois maintenant, la fonction présidentielle ».

attaque, mais ça ne passe pas, tout en restant calme et serein. Ça qui n'est pas forcément illustré de l'autre côté.

Il n'est pas un peu trop Mitterrand ?

M.V. : Il a évidemment quelque chose de Mitterrand. La façon de s'écouter, de baisser le ton, de faire une confidence, une plaisanterie et puis une grande envolée sur la République. L'État la justice... Il a un talent très mitterrandien.

J.L.B. : Chez les très bons on leur demande de jouer un rôle dans la campagne ? M.V. : On n'est pas engagé dans une telle aventure sans que ça implique les deux membres du couple. Danielle Mitterrand n'était pas forcément hyperactive dans les campagnes. Elle était présente et avait des débats en tête-à-tête avec François Mitterrand. J'ai été témoin d'échanges vifs sur Cuba.

M.V. : Elle était un soutien discret et un réconfort pour François Mitterrand. Pendant la campagne, il y avait des déjeunés de travail chez les Mitterrand, rue de Bièvre. Non

seulement elle était la cuisinière mais elle était un mot, parce qu'elle avait des idées très précises. Que Jean-Louis Bianco a dû gérer quand elle a sa politique étrangère à elle.

Aura-t-elle pu se mettre en avant comme le fit Carla Bruni-Sarkozy ?

J.L.B. : Ça n'était pas sa manière d'être ni son style. Ça n'était pas non plus la même époque. M.V. : Nous sommes dans une dérive à l'américaine qui ne correspond pas à la sensibilité et au sens de la République de François. J'ai peur que ça prenne cette tournure, parce que Sarkozy fonctionne très bien. Souvenez-vous d'une conférence de presse à l'Élysée où Sarkozy a été là où était le général de Gaulle, a dit : « Avec Carla, c'est du sérieux ? » On se frotte les yeux. Les Français ont une très haute idée de la présidence.

Comment avez-vous perçu le mariage de Sarkozy ?

J.L.B. : C'était assez étrange. Ça faisait des années que des conseillers lui disaient qu'il allait falloir solder la Fouquet, Bolloré et quelques autres choses. Vraiment, ça n'a ni plu ni moins. Du coup, comme ça se passait avec Sarkozy il n'a fait scagarrément et, à mon avis, trop tard. J'avec un certain temps qui lui coûtait et qui m'a mis le téléscope sur mal à l'aise.

Est-ce que vous découvrez la vie secrète et la maladie de Mitterrand vers la fin de son mandat ?

M.V. : Je trouve très bien que Mitterrand ait gardé sa vie familiale secrète. On n'a pas besoin de savoir ça. Pas plus que sa maladie.

J.L.B. : C'est un train de changer, mais il y avait en France une tendance au respect et à ne pas tout mélanger. Même quand des choses se déviant et se savaient.

Pouvez-vous tout dire à Mitterrand ?

J.L.B. : Il était extraordinairement impressionnant. Ça dit quelque chose à propos de personnes - Michel Vauzelle, moi-même, Pierre Joxe, Robert Badinter - c'est un grand temps en temps, quelles n'étaient pas d'accord. On essayait de coller, mais il poussait l'argumentation. Il ne me disait jamais que j'avais raison mais, au lendemain d'une discussion, je découvrais qu'il avait intégré une partie de mon raisonnement.

M.V. : On pouvait tout lui dire à condition d'y mettre la forme. Il respectait d'abord ceux qui lui tenaient tête respectueusement quelques numéros de la cour.

par à l'entendre ou par suggestion. On ne prend pas les mêmes précautions qu'avec Mitterrand. Ça viendra peut-être quand il sera président.

Peut-on croire au rassemblement des socialistes ?

J.L.B. : Il est total, sincère et sans faille. D'ailleurs, les gens le ressentent et nous aurions eu angulés à juste titre si ça n'avait pas été le cas. M.V. : Au départ, j'en étais pas pour la primaire, mais finalement la réalité m'a donné tort. Aujourd'hui, il y a une sincérité profonde dans ce qu'il dit. Marina Aubry ou Laurent Fabius, qui avaient eu des formules un peu sérieuses autrefois.

Qui sera le premier ministre de Hollande ? Il est élu ?

M.V. : Le premier Premier ministre d'un président de la V^e République dépend beaucoup de résultats de des premiers et seconds tours. Suivant ce que seront les rapports de force, François Hollande choisira quelqu'un de solide qui pourra diriger un début de mandat qui sera très difficile avec la situation que nous sommes le gouvernement actuel. L'état de

grâce sera très court, car il y a beaucoup d'attente. J.L.B. : Les gens savent que François Hollande est président de la République et aura pas d'énormes marges de manœuvre. Sa première étape sera de redresser la France, de produire avant de redistribuer. Les gens ne seront pas trop exigeants, mais ils ont besoin de changements visibles, rapides, symboliques. Ça sera une étape très importante.

M.V. : François Hollande a eu plusieurs fois et n'aurait pas apprécié le discours d'une gauche narquoise.

PROPOS RECUEILLIS PAR OLIVIER BISCAYE ET ANDRÉ FOURNON